

**MAIRIE DE ROCHEBRUNE**  
**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

Le jeudi 8 mars 2012 à 8 heures 30, le Conseil municipal, convoqué le 1<sup>er</sup>, s'est réuni en séance ordinaire sous la présidence du Maire.

*Présents* : BERTE M., COMBALUZIER F., DEJOUX R., EYSSERIC Y.,  
MANNEVILLE M., MEYERE M.,

*Absents* : MAGNAN MC., PILLORE J. (pouvoir à COMBALUZIER F).

**DÉLIBÉRATION N° 09/2012 du 8 mars 2012**

**Lancement du projet AVAP (Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine)**

Monsieur le Maire présente l'opportunité et l'intérêt pour la commune de se doter d'une AVAP, Aire de Valorisation de l'Architecture et du Patrimoine, en application des dispositions de l'article 28 de la Loi portant engagement national pour l'environnement et en remplacement du projet de ZPPAUP,

L'aire se distingue de cette dernière par ses conditions d'élaboration, dont création d'une commission locale pérenne et organisation de la concertation et par la nécessité d'instruire, le cas échéant, une modification conjointe de mise en conformité du PLU qui peut intégrer la création de Périmètres de Protection Modifiés » (PPM) destinés à compléter le dispositif qui ne supprime pas d'office les périmètres de protection autour des monuments historiques. Elle comprend des clauses particulières en termes de prise en compte des dispositifs relatifs aux énergies renouvelables, aux économies d'énergie et à la prise en compte de l'environnement.

Il fait état de la proposition du ministère de la culture et de la communication (direction régionale des affaires culturelles) qui prend en charge, le cas échéant, pour la moitié de leur montant au moins, les études complémentaires relatives à l'établissement de l'aire.

Après avoir entendu l'exposé du Maire,

Considérant que l'établissement d'une AVAP présente un intérêt manifeste pour une bonne gestion du patrimoine architectural, urbain et paysager de la commune

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- \* de prescrire l'établissement d'une AVAP conformément à la loi du 12 juillet 2010 ;
- \* de constituer une commission locale (instance consultative) composée comme suit :
  - o des représentants de la ou des collectivités territoriales et des établissements publics de coopération intercommunale intéressés
  - o le préfet ou son représentant (le directeur départemental des territoires)
  - o le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement ou son représentant



- le directeur régional des affaires culturelles ou son représentant (le chef du service territorial de l'architecture et du patrimoine)

ainsi que de deux personnes qualifiées, d'une part, au titre de la protection du patrimoine et, d'autre part de deux autres personnes qualifiées au titre des intérêts économiques concernés

\* d'organiser la concertation autour du projet d'aire selon les modalités de l'article L 300-2 du Code de l'urbanisme

\* de choisir, en liaison avec le service départemental de l'architecture et du patrimoine, un bureau d'étude pour réaliser les études nécessaires à l'élaboration de la AVAP et des PPM;

La présente délibération sera transmise pour demande de financement au président du conseil général.

La présente délibération sera transmise au préfet et fera l'objet d'une publicité légale dans un journal local diffusé dans le département.

Elle sera affichée en mairie pendant 1 mois.

Affichage le 15 mars 2012

A Rochebrune, le 15 mars 2012

Le Maire,  
Valéry LIOTAUD

